

Une cuillerée de sucre



Une garde-nourrice joue avec des enfants à la crèche de West Hoxton, Nouvelles Galles du Sud (Australie).

Florence Jaumotte, Ksenia Koloskova et Sweta Saxena

L'immigration de travailleurs hautement ou faiblement qualifiés fait augmenter les revenus et est très bénéfique pour les pays avancés

LA LÉGENDE : Aux alentours du VIII^e siècle, une bande de Parsis fuyant l'Iran après la conquête arabe alla chercher refuge en Inde. À leur arrivée, le seigneur du lieu leur présenta un bol de lait plein à ras-bord, signifiant que le pays ne pouvait pas accueillir de nouveaux arrivants. Pour toute réponse, le chef des Parsis versa une cuillerée de sucre dans le lait, pour lui faire comprendre que les étrangers pouvaient enrichir la collectivité, sans lui nuire. Ils se dissoudraient dans la société comme le sucre se dissout dans le lait, en améliorant le goût sans l'altérer (NPR).

La réalité d'aujourd'hui : La migration est un sujet qui fait couler beaucoup d'encre de par le monde, notamment à cause des récents afflux de réfugiés. Les journaux regorgent de photos de gens qui fuient la terre de leurs ancêtres, mais il y a déjà un nombre élevé et croissant de migrants qui vivent déjà dans des pays avancés (graphique 1). Les migrants adultes représentent entre 15 et 20 % de la population en âge de travailler dans beaucoup de pays avancés, et 25 % ou plus dans quelques pays anglo-saxons tels que l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande. Ils comptent pour la moitié de l'augmentation de la population en âge de travailler dans les pays avancés entre 1990 et 2015 et, d'après les prévisions des Nations Unies, à supposer que les flux migratoires cessent, le pourcentage de travailleurs dans ces pays va encore diminuer au cours des dix prochaines années à cause du vieillissement démographique.

Après des siècles et des siècles, la question continue à se poser : est-ce que l'arrivée de migrants adoucit ou aigrit le goût du lait?

Coûts et avantages

Dans les pays avancés, l'opinion publique est beaucoup plus critique vis-à-vis de l'immigration que du commerce, pour deux grandes raisons. Tout d'abord, les gens considèrent souvent que la migration est un jeu à somme nulle : ils craignent de perdre leur emploi ou d'avoir à se contenter d'un plus maigre salaire. Or, la plupart des études montre que les flux migratoires ont très peu d'impact sur le salaire moyen ou l'emploi des travailleurs nationaux (Peri, 2014). Quelques études concluent cependant qu'ils font bel et bien baisser les salaires des travailleurs peu qualifiés (voir, par exemple, Borjas, 2003; Card, 2001). En second lieu, les travailleurs nationaux craignent de perdre leur identité culturelle lorsque les migrants ont du mal à s'intégrer. Les enquêtes montrent qu'en Europe les gens s'inquiètent plus des effets sociologiques — langue et culture — qu'économiques — emplois — du phénomène migratoire (Card, Dustmann et Preston, 2012). Les barrières linguistiques et culturelles, couplées au refus de prendre en compte les connaissances et l'expérience acquises à l'étranger — et à une discrimination implicite dans certains cas —, peuvent faire obstacle à l'intégration des migrants. Il est donc indéniable que la migration peut avoir des effets négatifs à court terme — et que le court terme peut parfois durer bien longtemps.



Dans notre nouvelle étude, nous montrons toutefois que les migrants peuvent à long terme apporter des bienfaits significatifs aux pays qui les accueillent, sous forme d'une hausse du revenu par habitant et donc d'une amélioration de la qualité de vie. Il y a donc peut-être avantage à prendre en charge ce qu'il en coûte à court terme pour aider les migrants à trouver leur place sur le marché du travail et dans la société.

L'argument classique en faveur de l'immigration est qu'elle fait augmenter le pourcentage de la population en âge de travailler, car les migrants sont en général plus jeunes que les nationaux, surtout dans les pays d'accueil touchés par le vieillissement démographique. Il y a donc plus de revenus à distribuer aux habitants, notamment par le biais des politiques fiscales et redistributives. C'est un levier par lequel l'immigration accroît le revenu par habitant, mais ce n'est pas le plus puissant.

Le second levier est l'impact des migrants sur la production unitaire, ou ce qu'il est convenu d'appeler la productivité de la main-d'œuvre, que l'immigration affecte à plusieurs égards.

- Premièrement, l'immigration peut faire diminuer, au moins initialement, la productivité de la main-d'œuvre, car l'arrivée de nouveaux travailleurs réduit la quantité de capital physique unitaire disponible. Il s'avère cependant que le stock de capital s'adapte à terme à l'expansion de la population active grâce à l'augmentation des investissements.

- Deuxièmement, bien des gens pensent que les migrants ont en moyenne un niveau d'éducation inférieur à celui des nationaux, ce qui abaisserait aussi la productivité de la main-d'œuvre. En fait, les migrants sont de plus en plus moyennement ou hautement qualifiés et, dans de nombreux pays, le pourcentage des travailleurs hautement qualifiés est plus élevé parmi les migrants que parmi les nationaux.

- Enfin, des études montrent que les migrants aussi bien hautement que peu qualifiés peuvent avoir des effets positifs sur la productivité globale, de diverses manières. Par exemple, les *migrants hautement qualifiés* accroissent l'innovation et stimulent la productivité de leurs homologues nationaux. Mais les *migrants peu qualifiés* peuvent aussi accroître l'efficacité globale de l'économie. Ils peuvent, par exemple, remplir les emplois pour lesquels il n'y a pas assez de postulants nationaux, notamment dans l'agriculture et les soins de santé (complémentarité des compétences). Leur présence peut aussi encourager les nationaux à accroître leurs propres qualifications et à rechercher des emplois demandant des compétences plus

complexes (perfectionnement), surtout sur le plan linguistique ou dans le domaine de la communication, où ils ont un avantage comparatif (voir, par exemple, D'Amuri et Peri, 2014). Un bon exemple de complémentarité est l'effet «nounou» : lorsque les migrant(e)s peu qualifié(e)s viennent grossir l'offre de services ménagers ou de garde d'enfants, cela permet aux femmes du pays d'accueil, surtout celles qui ont de hautes qualifications, de participer davantage à la vie active (voir, par exemple, Cortés et Tessada, 2011).

Mais le tout est de savoir si ces effets sont suffisamment puissants pour affecter notablement la productivité globale de l'économie. Deux vastes études transversales montrent que l'immigration a un impact important sur le revenu par habitant et la productivité (Ortega et Peri, 2014; Alesina, Harnoss et Rapoport, 2016). Nous nous sommes posé la même question, en centrant exclusivement notre étude sur les pays avancés, où le nombre de migrants est relativement élevé par rapport à la population nationale et où l'immigration fait débat. Nous avons mis en évidence certains effets à long terme de l'immigration sur l'économie des pays avancés :

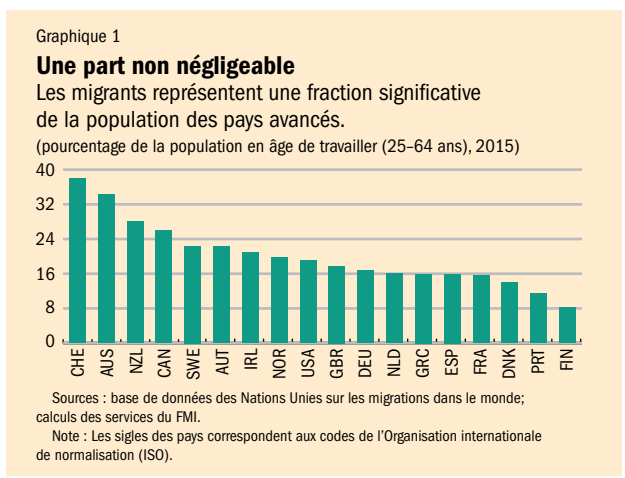
- Sur le long terme, les migrants font augmenter sensiblement le revenu par habitant, principalement par l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre.
- Aux progrès liés à la productivité des migrants hautement qualifiés s'ajoute la contribution des migrants peu qualifiés au travers de conduits différents.
- Les gains résultant de l'immigration sont largement partagés par l'ensemble de la population.

Éléments nouveaux

Pour parvenir à ces conclusions, nous avons eu recours à une nouvelle base de données qui comptabilise le nombre de migrants par pays d'origine et en fonction du niveau d'éducation dans 18 pays avancés au cours de la période 1980–2010, par intervalles de cinq ans. Les techniques économétriques nous permettent d'analyser l'impact de la quantité de migrants (globale et classée par niveau d'éducation) sur le PIB par habitant et la productivité de la main-d'œuvre, compte tenu d'autres éléments déterminants du revenu des pays d'accueil, dont les niveaux de technologie et d'éducation et la pyramide des âges, l'ouverture commerciale et les effets spécifiques aux pays et constants dans le temps (éléments déterminants du revenu unitaire).

L'étude de l'impact macroéconomique de l'immigration se heurte à des obstacles. Il est difficile de démêler l'effet direct de l'immigration sur le revenu par habitant des éventuels effets inverses du revenu par habitant sur l'immigration — par exemple, le fait que les hauts revenus des pays avancés attirent les migrants, ou que ces pays à haut revenu peuvent restreindre plus efficacement le flux d'immigration. Pour résoudre ce problème, nous avons construit un indicateur approximatif de l'immigration (une «variable instrumentale» en jargon économétrique), basé exclusivement sur des facteurs indépendants du niveau de revenu du pays d'accueil. Cela comprend des facteurs «de motivation» dans les pays d'origine — par exemple les mauvaises conditions économiques et politiques — et le coût de la migration, calculé d'après la distance géographique et culturelle entre les pays d'accueil et d'origine.

Cette démarche nous amène à conclure que les migrants font sensiblement augmenter le revenu par habitant dans les pays avancés, principalement en accroissant la productivité de la main-d'œuvre. Bien qu'inférieur aux estimations précédentes, cet effet



a généralement un impact significatif sur l'économie : une hausse de 1 point de la part des migrants dans la population adulte peut induire sur le long terme une hausse du PIB par habitant allant jusqu'à 2 %. De plus, les migrants, tant hautement que peu qualifiés, semblent contribuer à l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre. Les travailleurs hautement qualifiés apportent des talents et expertises variés. L'importance de la contribution des moins qualifiés est proportionnelle à leur complémentarité avec les compétences des nationaux. Nous constatons, par exemple, que plus le nombre de personnes non qualifiées qui arrivent dans le pays est élevé, plus les femmes du pays d'accueil tendent à rejoindre le marché du travail, probablement parce qu'elles peuvent se procurer des services d'aide ménagère et de garde d'enfants.

Certaines réserves s'imposent. D'une part, l'effet estimatif est une moyenne de l'ensemble des pays, et, dans un pays donné, l'impact pourrait être fonction de différents facteurs, tels que le type de migration (migrants économiques ou réfugiés), le mode d'organisation du marché du travail, et le degré de complémentarité entre les travailleurs migrants et nationaux. D'autre part, l'impact pourrait être négatif ou plus faible à court terme, du fait de l'ajustement de l'économie et du stock de capital en fonction des variations du nombre de travailleurs migrants.

Une question importante, toutefois, au-delà de l'impact sur le revenu par habitant du pays est de savoir comment ces gains sont redistribués au sein de la population. Si la totalité des bénéfices est captée par les détenteurs du capital et les PDG des entreprises, l'ensemble de la population pourrait n'en tirer aucun parti et voir en fait sa situation se dégrader.

Notre analyse suggère cependant que les gains liés à l'immigration sont largement partagés — encore que les travailleurs dans certaines professions puissent être lésés initialement (graphique 2). L'immigration fait croître le revenu moyen par habitant tant des 90 % inférieurs que des 10 % supérieurs, encore que les gains des migrations de travailleurs hautement qualifiés se répercutent surtout sur les plus hauts salaires — peut-être du fait de la plus forte synergie entre les travailleurs migrants et nationaux hautement qualifiés. De plus, rien ne montre que l'immigration exacerbe les inégalités parmi les 90 % inférieurs.

Améliorer le goût du lait

La migration a initialement un coût : l'intégration peut être lente, et certains travailleurs nationaux peuvent être pénalisés. Mais il y a

des avantages à long terme qui sont largement partagés. Le meilleur moyen d'en tirer parti est de veiller à l'intégration des migrants sur le marché du travail (Aiyar *et al.*, 2016).

Diverses initiatives peuvent aider les immigrants, notamment l'apprentissage de la langue et l'aide à la recherche d'emploi; la reconnaissance de leur niveau d'instruction et de leur expérience professionnelle, et la facilitation de la création d'entreprise. Il faut parallèlement faciliter l'adaptation des travailleurs nationaux, par exemple en les aidant à perfectionner leurs compétences, ou en réduisant les éventuels goulets d'étranglement pour faciliter le recours aux services publics tels que la santé et l'éducation.

Le Japon est un bon exemple de pays où l'immigration a toujours été très faible, en partie à cause des barrières linguistiques et culturelles. L'immigration temporaire a augmenté récemment à la suite de la pénurie de main-d'œuvre due à la diminution de la population en âge de travailler, si bien que les entreprises forment maintenant des immigrants.

En fin de compte, la réalité économique peut venir à bout des résistances culturelles à l'égard de l'immigration et, comme dans la légende, une cuillerée de sucre peut améliorer le goût du lait. ■

Florence Jaumotte, Ksenia Koloskova et Sweta Saxena sont, respectivement, économiste principale, économiste et économiste principale au Département des études du FMI.

Cet article est basé sur la note du FMI sur les effets de contagion 2016, «Impact of Migration on Income Levels in Advanced Economies», rédigée par les auteurs.

Bibliographie :

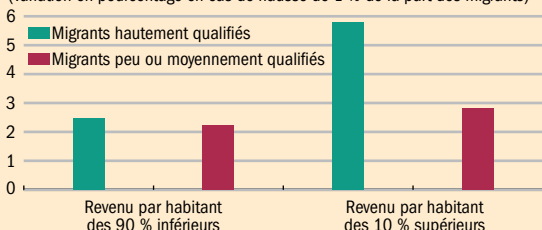
- Aiyar, Shekhar, Bergljot Barkbu, Nicoletta Batini, Helge Berger, Enrica Detragiache, Allan Dizioli, Christian Ebeke, Huidan Lin, Linda Kaltani, Sebastian Sosa, Antonio Spilimbergo, and Petia Topalova, 2016, *The Refugee Surge in Europe: Economic Challenges*, IMF Staff Discussion Note 16/02 (Washington: International Monetary Fund).
- Alesina, Alberto, Johann Harnoss, and Hillel Rapoport, 2016, "Birthplace Diversity and Economic Prosperity," *Journal of Economic Growth*, Vol. 21, No. 2, p. 101–38.
- Borjas, George J., 2003, "The Labor Demand Curve Is Downward Sloping: Reexamining the Impact of Immigration on the Labor Market," *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 118, No. 4, p. 1335–74.
- Card, David, 2001, "Immigrant Inflows, Native Outflows, and the Local Market Impacts of Higher Immigration," *Journal of Labor Economics*, Vol. 19, No. 1, p. 22–64.
- , Christian Dustmann, and Ian Preston, 2012, "Immigration, Wages, and Compositional Amenities," *Journal of the European Economic Association*, Vol. 10, No. 1, p. 78–119.
- Cortés, Patricia, and José Tessada, 2011, "Low-Skilled Immigration and the Labor Supply of Highly Skilled Women," *American Economic Journal: Applied Economics*, Vol. 3, No. 3, p. 88–123.
- D'Amuri, Francesco, and Giovanni Peri, 2014, "Immigration, Jobs, and Employment Protection: Evidence from Europe before and during the Great Recession," *Journal of the European Economic Association*, Vol. 12, No. 2, p. 432–64.
- Ortega, Francesc, and Giovanni Peri, 2014, "Openness and Income: The Role of Trade and Migration," *Journal of International Economics*, Vol. 92, No. 2, p. 231–51.
- Peri, Giovanni, 2014, "Do Immigrant Workers Depress the Wages of Native Workers?" *IZA World of Labor*, 2014:42.

Graphique 2

Un coup de main bienvenu

Les migrants accroissent les revenus par habitant tant pour les plus hauts salaires que pour les 90 % inférieurs.

(variation en pourcentage en cas de hausse de 1 % de la part des migrants)



Source : calculs des services du FMI.

Note : L'échantillon est composé de 18 pays avancés, 1980–2010.